

Industrie high-tech : le Japon veut limiter la présence étrangère

Après les Etats-Unis, le Japon sera-t-il le prochain pays à bannir des fournisseurs chinois ?

Ça pourrait en prendre le chemin puisque [Reuters](#) révèle que le gouvernement japonais a annoncé lundi qu'il avait décidé de limiter la présence d'entreprises étrangères dans ses industries des technologies de l'information et des télécommunications.

Une décision qui intervient alors même que Donald Trump est en visite au Japon.

« Au regard de l'importance accrue que revêt la sécurité informatique au cours des dernières années, nous avons décidé de prendre les mesures nécessaires, notamment l'ajout de la fabrication de circuits intégrés, afin de prévenir, le cas échéant, une situation qui affecterait gravement la sécurité nationale du Japon » explique conjointement les ministères des Finances, du Commerce et de la Communication japonais.

Le conflit Huawei-Etats-Unis n'est pas mentionné

Contrairement aux Etats-Unis, le Japon ne cite aucun pays, ni [aucune société](#). Mais il s'agit bien de risques liés à la cybersécurité et aux fuites sur des technologies de pointe.

Des mesures matérielles et commerciales, qui existent déjà sur le plan économique puisque les entreprises étrangères sont déjà soumises à une réglementation très stricte lorsqu'elles souhaitent investir dans des sociétés japonaises cotées ou pas en bourse.

A l'origine de la mise au ban de plusieurs sociétés chinoises dont Huawei, l'administration Trump a, de son côté, amorcé un assouplissement de son discours.

Après le coup de semonce, elle s'ouvre aux discussions, alors que [Google](#), Intel et Qualcomm avaient annoncé la rupture de leurs relations avec Huawei pour se mettre en conformité avec sa décision.

Elle a mis en place un moratoire de 90 jours pour que Huawei et ses partenaires trouvent une solution de transition. « Google est une bonne entreprise et une entreprise hautement responsable, et nous sommes en discussion pour chercher une réponse » a confirmé un dirigeant du fabricant chinois.

Les Etats-Unis n'avaient pas forcément prévu les dégâts collatéraux liés à la rupture des relations avec Huawei.